



RE'PONSE  
SIGNIFIE'E  
POUR  
LES SECRETAIRES DU ROY,  
A V M E M O I R E  
*du Sieur de Damas.*

ARCHIVES  
PROPRIETE  
PUBLIQUE  
DU DEPT DE LA MEUSE

**I**L s'agit de sçavoir si le Don & Exemption accordés aux Secretaires du Roy des Droits Seigneuriaux tant en vendant qu'en achetant par plusieurs Edits & Déclarations doit avoir lieu en toutes sortes de Cou'tumes, en sorte que le Vendeur Secretaire du Roy jouisse de cette grace & puisse profiter de ces Droits, soit qu'il soit tenu de ces Droits personnellement, soit qu'ils doivent être acquittez par l'Acheteur.

Le fait est constant, que la Terre de Marcenou appartenante au Sieur le Petit Secretaire du Roy fut saisie sur lui le 25 May 1725, & qu'il en est demeuré Propriétaire jusques à l'Adjudication faite après trois publications par les Commissaires du Conseil le 8 Octobre 1726, sans qu'il y ait eû aucun Bail Judiciaire, ni Criées.

C'est une illusion de dire, qu'une Partie saisie cesse d'être Propriétaire de l'effet saisi avant l'Adjudication. Il est certain que quoique ce soit la Justice qui adjuge, c'est le saisi qui est presumé Vendeur dans le cas même d'un Decret forcé & qu'il y ait eu un Bail Judiciaire, la propriété & la possession de Droit demeure sur la tête du Saisi jusqu'au Decret, le Fief est



2

ouvert par sa mort & peut être saisi faute d'Hommage & de paiement du rachapt.

Cela présuppose, il faut voir en répondant aux Moyens du Sieur de Damas, si les Droits Seigneuriaux de l'Heritage adjudgé sur le Secrétaire du Roi ne doivent pas appartenir soit au Secrétaire du Roi soit à ses Créanciers.

### *Réponse au premier Moyen.*

Ce moyen consiste à soutenir qu'aucun des Edits citez par les Secrétares du Roi, n'a prévu la difficulté dont il s'agit, ni accordé aux Secrétares du Roy le Privilege, & le Droit de recevoir les Droits Seigneuriaux, dans l'étendue des Domaines engagez.

La Réponse est, que suivant l'Edit de 1482, le Privilege de ne payer aucuns Droits Seigneuriaux n'est pas une simple exemption. Que l'art. 6. de cet Edit prouve précisément que c'est en même tems un don fait par le Roi & une exemption; & les autres Edits & Déclarations du Roy intervenus en conséquence, l'expliquent dans les mêmes termes. Il est Exemption, lorsque le Secrétaire du Roy est debiteur des Droits; il est Don, lorsqu'il est en droit de les exiger lui-même.

Ainsi par les mêmes Edits & Déclarations, le Secrétaire du Roy qui est évincé par le Retrait Lignager, peut exiger les Droits dont la décharge lui est acquise contre le Retrayant: ainsi si le Secrétaire du Roy a vendu francs deniers au vendeur, le Secrétaire du Roy vendeur peut les demander à l'Acquereur.

En vain oppose t'on que plusieurs Princes du Sang formerent opposition à l'enregistrement de l'Edit de 1482; cette Opposition avoit pour fondement la crainte qu'ils eurent que les Secrétares du Roi voulussent exercer leur Privilege sur les Terres de leur patrimoine, ou sur celles qui leur étoient engagées antérieurement à cet Edit, & il ne faut pas s'étonner si les Secrétares du Roy défererent à cette opposition.

On ne peut opposer que cet Edit ni plusieurs Déclarations qui ont suivi n'ont pas été registrées au Conseil puisque l'attribution pour les Privileges des Secrétares du Roi au Conseil n'est que de l'année 1576, \* & que suivant les Lettres Patentes d'attribution il est dit, que les Secrétares du Roi jouiront de tous les Privileges accordés par les Edits & Déclarations précédentes.

\* Tessereau,  
pages 190 &  
191, Tom. I.



### Réponse au second Moyen.

Ce second Moyen est que les Edits qui ont étendu ces Privileges, tant en vendant qu'en achetant n'ont eu en vûë que les seules Coûtumes ou les droits de Vente sont à la charge du Vendeur.

La réponse est, que les Déclarations qui ont suivi l'Edit de 1482 n'ont fait qu'expliquer & interpreter cet Edit, ainsi on ne peut douter de leur effet rétroactif.

Les Lettres Patentes du 14. Avril 1545, portent en termes formels, que le *Privilege & Don irrevocable fait par les Predecesseurs de François I. & par lui aux Secretaires du Roy demeurera en sa force & vertu sans aucune Interpretation, Restriction ou Modification quelconque*, soit qu'ils soient Vendeurs, Acheteurs, Retrayans, convenus par retrait Lignager, ou autrement, en quelque maniere que ce soit; ce qui comprend generalement tous les cas, dans lesquels les Droits de Ventes ou Acquisitions faites par les Secretaires du Roi peuvent être dûs.

En second lieu la déclaration du 6. Décembre 1573, parle à la verité des Coûtumes où le Vendeur est chargé de payer les Droits Seigneuriaux, mais elle en exempt nommément les Secretaires du Roi qui devront les droits, soit par vendition faite par Decret, & d'Autorité de Justice, ou de gré à gré, Francs deniers ou autrement; & elle veut que *les Vendeurs en soient entierement quittes & déchargez*. Or si l'Acquereur qui achette avec la clause de Francs deniers au Vendeur est exempt de payer aucuns Droits au Roi, quoique ces Droits soient, suivant la disposition de la Coûtume, à la charge du Vendeur non privilégié; à plus forte raison, si le Secrétaire du Roi vend, il doit exempter du paiement de Droits l'Acquereur non privilégié, & il doit en profiter lui-même en vertu de son Privilege, lequel s'il en étoit autrement deviendrait illusoire.

Par tous les Edits & Déclarations subseqvents, les Secretaires du Roi sont déclarez exempts de tous Droits Seigneuriaux tant en vendant qu'achetant indefiniment, sans aucune relation à la difference des Coûtumes qui chargent du paiement des Droits le Vendeur ou l'Acquereur.

On scait que les Chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit, auxquels les mêmes Privileges n'ont été accordez qu'à l'instar des Secretaires du Roi, en jouissent indefiniment sans aucune difference des Coûtumes.



<sup>ju</sup> L'Article 67 des Statuts de cet Ordre du mois de Decembre  
 \* Duchesne, 1578, \* porte indefiniment que les Chevaliers & autres Offi-  
 Recherche de ciers de cet Ordre seront exempts de payer *aucuns Rachapts*,  
 l'Ordre du S. Lods, Ventes, Quints & Requints, tant des Terres qu'ils ven-  
 Effrit, pages dront, que de celles qu'ils pourroient acheter relevant du Roy,  
 16 & 84. sans qu'à l'occasion des Coûtumes, portant que l'Acheteur est tenu  
 de payer le quint denier du prix de la vendition du Fief, il puisse  
 être aucune chose demandé aux Cardinaux, Prélats & Officiers de  
 l'Ordre, ni pareillement à ceux dont ils auroient fait les acqui-  
 sitions. Ce qui prouve, que ce Privilege qui est commun tant  
 aux Chevaliers de l'Ordre qu'aux Secretaires du Roy, emporte  
 à l'égard du Roi un don & une décharge absolue de tous les  
 Droits, tant à l'égard du Vendeur que de l'Acquereur, quoi  
 qu'il ni en ait qu'un seul qui soit privilegié.

La même chose est repetée par les Lettres Patentes d'Henry  
 III du mois de Mars 1580, & la Déclaration du 20 Mars  
 \* Tessereau, 1658 \* renouvelle encore la même disposition.  
 Tome 1, p. 529.

### Réponse au troisieme Moyen.

Le troisieme Moyen est que tous les Edits qui ont accordé  
 à la Chambre des Comptes, aux Chevaliers de l'Ordre, aux  
 Maîtres des Requestes, au Parlement de Paris, une Exemp-  
 tion pareille à celle des Secretaires du Roy, ont limité ce Pri-  
 vilege en achetant.

On vient de voir le contraire par les termes des Privi-  
 leges accordez aux Chevaliers de l'Ordre qui doivent avoir  
 lieu tant en vendant qu'en achetant.

Les Presidens & Maîtres des Comptes suivant les termes de  
 l'Edit de 1570 doivent aussi jouir de l'Exemption à l'instar des Se-  
 cretaires du Roy sans qu'il y ait par cet Edit aucune distinction  
 du cas de la vente ou de celui de l'acquisition. L'Edit du mois  
 de Fevrier 1690 qui regarde les Officiers du Parlement dont le  
 Sieur de Damas tronque les termes, exempte formellement de  
 tous les Droits qui pourroient estre dûs au Roy *tant en alienant*  
*qu'acquerant de tous profits de Fief & generalement de tous Droits*  
*Seigneuriaux & Feodaux qui pourroient estre dûs à Sa Majesté à*  
*cause des ventes ou acquisitions qu'ils pourroient faire des Maisons,*  
*Terres, Seigneuries & autres héritages mouvans du Domaine que nous*  
*possessionons à present, & que nous possederons à l'avenir en quelque*  
*sorte que ce puisse estre.*

On ne peut point douter que ces differens Edits & Déclara-  
 tions



5  
tions n'ayent esté exécutés; Chopin sur la Coûtume d'Anjou Liv. 1. Artic. 4, rapporte une Sentence de la Chambre du Tresor rendue le 26 Novembre 1593 pour une Adjudication par Decret faite dans le temps de l'ancienne Coûtume de Paris qui, comme on le sçait, chargeoit le Vendeur du paiement des Droits Seigneuriaux par laquelle il fut jugé qu'il n'estoit rien dû au Roy, ni par le particulier Vendeur, ni par l'Acheteur Privilegié.

Le même Auteur rapporte deux Arrests semblables rendus par le Conseil; l'un du 23 Avril 1580; entre le Procureur General Demandeur en Saisie de la Terre & Seigneurie de Marly, & Jacques Danez Secretaire du Roy auquel avoit esté vendu francs deniers au Vendeur ladite Terre de Marly, selon l'ancienne Coûtume de Paris; l'autre entre le Procureur General, & Anne de la Ruë veuve de Jean Blondel Sieur de Roquancourt Secretaire du Roy, par lequel mainlevée leur est faite des choses par eux acquises, sans payer Quint ni Requit au Roy.

Par Arrest du Conseil d'Etat du 18 Mars 1643 la Dame de Coligny Veuve d'un Chevalier de l'Ordre ayant vendu la Terre de Saint-Brice en Auxerrois avec condition qu'elle acquitteroit l'Acquereur des Droits de Quint si aucuns estoient dûs, le Procureur du Roy de la Chambre du Tresor ayant fait saisir cette Terre faute de paiement des Droits, le Roy déchargea la Dame de Coligny & l'Acquereur du paiement de ces Droits, & fit mainlevée de la Saisie.

Par un autre Arrest du Conseil d'Etat du Roy du premier Mars 1662 M. le Duc d'Aumont Chevalier des Ordres du Roy qui avoit vendu une Maison dans la Coûtume de Paris fut déchargé du paiement de tous les Droits dont il s'estoit chargé luy-même en cas qu'ils fussent dûs.

#### *Réponse au quatrième Moyen.*

Ce Moyen est, que par l'Engagement du Domaine de Corbeil, d'où relevent le Fief en question, tous les Profits Revenus & Emolumens de ce Domaine ont esté cedez par le Roy aux Acquereurs, sans en rien excepter ni retenir.

La Réponse est, que le Roy n'a cédé à ces Acquereurs que les Droits qui luy appartenoient: Ainsi ayant fait don & remise aux Secretaires du Roy de tous les Droits qui luy seroient dûs soit en vendant ou achetant, il n'a point transporté aux Engagistes les Droits qui seroient dûs à l'avenir par les Secretaires du Roy.



Inutilement veut-on distinguer les Edits & Déclarations intervenus avant l'Engagement du Domaine de Corbeil, d'avec ceux qui ont suivi cet Engagement. On a prouvé que la Déclaration de 1545 antérieure à l'Engagement du Domaine de Corbeil, comprenoit l'Exemption tant en vendant qu'en acquérant. Mais toutes ces Déclarations soit antérieures, soit postérieures, ne faisoient qu'expliquer l'Edit de 1482, ainsi elles avoient toutes un effet retroactif; & c'est la distinction qu'on a toujours faite entre les Edits & les Déclarations du Roy qui expliquent les Edits.

Les Déclarations du Roy qui portent que les Privilegiez ne pourront jouir de leurs Exemptions dans l'étendue des Domaines engagez lors de la concession de leurs Privileges, encore que la concession fût antérieure à la Revente de ses Domaines n'ont aucune application au Fait en question.

L'Edit de 1482 & la Déclaration de 1545 sont certainement antérieures au premier Engagement de Corbeil, que le Sieur de Damas convient n'avoir esté fait qu'en 1553: mais les Déclarations postérieures ont même (comme on l'a déjà remarqué) un effet retroactif au jour de ce premier Edit, qu'elles n'ont fait qu'expliquer.

Le cinquième Moyen n'estant qu'une repetition du quatrième, ne merite point de nouvelle Réponse.

*Monsieur DESTOUR, Rapporteur.*

*Les Secretaires du Roy Croient devoir ajouter à leur defense  
un arrêt Contradictoire du Conseil d'Etat du Roy du 8. May 1696.  
Rendu entre Dame veuve du sieur de Bielle **BRUNET, Proc.**  
Cherabier desordres du Roy et des Sieurs Dumenil brigadiers des  
Gardes du Corps dont voici l'espece, Les Dames de Bielle avoit rendu  
ou plutôt engagé a titre d'Anticrese une faculté de Rachat pendant  
neuf années au Sieur de Roquefort La terre de Carabonnet située  
en Languedoc suivant l'usage Constant de cette province &  
l'acquéreur a titre d'Anticrese ou engagement est tenu après  
dix ans de jouissance de payer les Droits Seigneuriaux parce  
qu'en ce cas l'Anticrese est Reputée Vente pure et simple*

A PARIS, De l'Imprimerie de la V. L. RONDET, rue  
S. Jacques, près la Fontaine S. Severin, au Compas. 1730.

